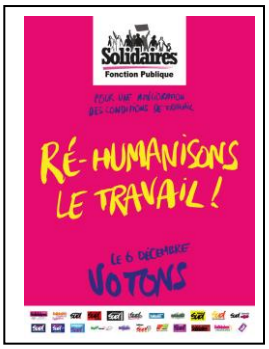
# Retour sur les Conseil d'Administration

# & Conseil Scientifique National de rentrée

**Branche INRA**

## Conseil d'Administration du 12 octobre *(élue SUD)*

**L'intervention SUD sur le projet de fusion INRA/IRSTEA** *« Un point du rapport du COMOP Appui nous interpelle particulièrement. Il s'agit de la question des ressources du nouvel établissement, où il est clairement énoncé que le projet de fusion ne saurait être soutenable sans une augmentation très significative, tant en valeur qu'en volume, des ressources propres contractuelles et non contractuelles d'origine privée, qu'il s'agisse de ventes de biens, de prestations, d'études et d'expertises. Elle est très préoccupante pour la recherche publique, à l'heure où nous avons plus que jamais besoin de recherche non marchande pour innover en matière d'économie de coûts dans les domaines de la santé ou de l'environnement, pour réduire les dépenses de Sécurité sociale, l'endettement des agriculteurs, le préjudice écologique, etc… tout cela participe au bien commun mais quelle place cela aura-t-il dans le modèle économique que vous proposez ? Pour cette raison, je renouvelle l'appel qui vous a été fait de demander la tutelle du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (MTES) en charge de l'Environnement. »*




Nous avons déjà diffusé notre réaction suite à la publication du rapport d'étape adressé aux tutelles ministérielles

**Et notre alerte concernant l'accord cadre INRA/DUPONT sur lequel l'INRA a largement communiqué cet été,** alors que la pression s'accentue pour le recours au NBT

*« La société DuPont, fusionnée avec Dow Chemicals depuis 2017, est en position dominante sur la détention de brevets concernant les applications de Crispr-Cas9, juste derrière les MIT ou l'université de Harvard et loin devant Monsanto ou Bayer. Lancée très tôt dans la course aux NBT, DuPont Pioneer clamait en 2015 que « toutes les souches DuPont de Streptococcus thermophilus étaient désormais optimisées grâce à la technique Crispr ». Dans le même temps, cette société détenait déjà environ la moitié des parts du marché des ferments lactiques, que nous retrouvons dans nos yaourts et autres aliments. A la suite de l'arrêt de la cour de justice européenne du 25 juillet 2018, qui dispose que la directive sur les OGM s'applique également aux organismes obtenus par des techniques de mutagénèses telles que Crispr-Cas9, nous attendons avec impatience traçabilité et étiquetage afin de savoir quels produits de notre alimentation quotidienne contiennent les ferments « optimisés » de DuPont (…)*

*L'INRA met donc ses équipements, ses équipes, et forme toute une génération de doctorants au profit de multinationales dont le seul intérêt est de capitaliser sur « les grandes pathologies de la société moderne », pour continuer à faire leur beurre d'une société de surconsommation, qu'elles ont elles-mêmes contribué à créer, et dont elles aspirent aujourd'hui à tirer l'argent du beurre en proposant toujours plus d'innovations techniques propriétaires : biocontrôle, médicaments, laits infantiles…, financées par les ménages ou par l'assurance maladie. Avec la question : ces recherches ne se font-elles pas aux dépens d'une nécessaire transition vers une alimentation moins transformée et plus accessible ?*

**Plus d'information sur l'ensemble de ce CA, avec les notes en séance de l'élue SUD**

**Conseil Scientifique National du 6 novembre *(observatrice SUD)***

**Il s'agissait du dernier CSN de cette mandature** qui a vu le changement de présidence et de direction de l'INRA (ainsi que le changement de président du CSN) à mi-parcours avec un retour en grâce de l'agroécologie qui avait été décrétée métabolisée dans les départements par le précédent PDG. A noter, outre le suivi du projet de fusion INRA-IRSTEA sur lequel nous avons déjà diffusé notre réaction suite à la publication du rapport d'étape adressé aux tutelles ministérielles et le dossier NBT :

**Après 7 ans de fonctionnement, une nouvelle mouture des MétaProgrammes se prépare**. La direction semble enfin vouloir remettre en question le principe de l'appel à projet (ce que nous saluons) et de la mise en concurrence des équipes INRA, nécessaire jusqu'à lors pour s'insérer dans les logiques de ces programmes MPs, pourtant théoriquement censés favoriser les collaborations interdisciplinaires et la transversalité entre départements. Le mode de gouvernance serait maintenu mais les nouveaux contours intègreront aussi les thématiques IRSTEA. SUD se félicite qu'une place semble prévue pour des recherches sur l'agriculture biologique (AB) en tant que système mais verra-t-on plus que les 700 k€ alloués précédemment à AgriBIo4 pour 5 ans de recherche INRA sur l'AB ??

**Les grandes lignes de l'appel à projet dit "réduction des pesticides",** mais dont le titre donné par le Ministère serait *"Préservation de la biodiversité, exposition environnementale aux phytopharmaceutiques, développement de pratiques agricoles économes en pesticides"*, ont été présentées par le Directeur Scientifique Agriculture. Malgré ce que laisse imaginer le titre, **il n'y est pour l'instant ni question de biodiversité ni de santé environnementale** mais les différents leviers supposés pour réduire les pesticides apparaissent plus ou moins saucissonnés en 6 défis. On ne voit aucune volonté de revenir sur les causes des échecs d'Ecophyto et des plans précédents, ni d'analyser le rôle des lobbys pour verrouiller le système dans sa position actuelle. De plus, bien qu'une des ambitions affichées serait de réduire de 50 voire 100% les pesticides, **aucune référence n'est faite à l'AB** qui constitue pourtant la seule expérience traçable, car certifiée par des organismes indépendants, de longue durée et aujourd'hui relativement importante en surface à se passer complètement de pesticides de synthèse. L'axe « espèces et variétés » pourrait toutefois renouveler les approches en mettant en avant les peuplements diversifiés plutôt que la logique habituelle de recherche des gènes d'adaptation à ... la réduction des pesticides. Mais rien n'est joué puisque le contenu est en cours d'élaboration, ce défi "génétique" étant aux mains de 3 animateurs dont l'un est issu de l'Union Française des Semenciers.

**NBT : le lobby du « génome végétal » contre-attaque !**

***Suivant un arrêt de la cour de justice européenne du 25 juillet 2018, la directive sur les OGM s'applique également aux organismes obtenus par des techniques de d'édition du génome telles que Crispr-Cas9… Ce qui n'est pas du goût du lobby du « génome végétal » qui s'était déjà manifesté en amont de la décision. Et ces derniers jours, les agents de certaines unités INRA, celles travaillant notamment sur le projet Génius ont été sollicités pour signer une pétition circulant via « INRA Transfert » (IT).***

**Au CA et au CSN, le PDG a présenté un positionnement sur 6 principes : (1) maintien d'une capacité d'expertise sur l'usage des NBT, (2) techniques indispensables pour la connaissance, (3) en amélioration génétique : choix de traits en relation avec la progression du bien commun (ne pas refaire des OGM résistants aux pesticides), (4) conduite encadrée des expérimentations et création de commission(s) pour valider la sécurité environnementale les projets de recherche en particulier en champs, (5) expérimentations les plus ouvertes possibles (partage de données, agrégation de porteurs d'enjeux), (6) défense du COV et de la non-brevetabilité du vivant.**

**Nous aurons l'occasion de revenir sur le communiqué publié ce 9 novembre par la Direction de l'INRA et rappelons notre point de vue SUD exprimé sur ce dossier des NBT dès 2017. Nous demandons au PDG de l'INRA de faire en sorte que sa filiale INRA Transfert cesse d'être partie prenante du lobbying en cours !**